

# Chaumont fait tomber les frontières

**AGGLO** La volonté de Chaumont de chercher des partenariats avec des villes extérieures au département ne plaît pas à tout le monde. Le sujet a fait grand bruit en séance plénière du département, il y a quelques semaines.

**B**runo Sido n'en démord pas : « J'ai toujours été pour une unité de la Haute-Marne ». Le sénateur souhaite une fusion des trois offices publics de l'habitat haut-marnais. Et à l'heure où Nicolas Lacroix, son successeur à la tête du Département, lance une étude pour voir si c'est réalisable, il regrette les « investigations dans les Vosges de Chaumont ». Il ne comprend pas vraiment les prétentions de la ville préfecture qui s'intéresse d'autre part « à l'ouest pour créer un pôle métropolitain avec Troyes et Sens ». L'élu, faisant référence au financement de Palestra, peste : « On ne peut partir dans les Vosges ou ailleurs et demander des subventions au GIP ou au conseil départemental dans le même temps ».



C. Guillemy refuse d'entrer dans la polémique.

## BESOIN DE NOUVEAUX PARTENARIATS

La messe est dite. Mais Christine Guillemy est loin d'accepter cette polémique. « Certaines compétences, comme l'économie ou les transports ne sont plus départementales ». Elle enfonce le clou : « D'ailleurs quand la CCI Haute-Marne a décidé de fusionner avec la Meuse, ou la Chambre des métiers avec l'Aube, ça n'a pas fait de remous ». De même le Signe va entrer dans un réseau d'écoles national et « personne ne lui reprochera », cite-t-elle encore en exemple. Pour la maire de Chaumont, il est en effet aujourd'hui nécessaire de travailler au sein

d'une région Grand Est et même au-delà. Sur la question du logement, cela fait longtemps que Chaumont habitat, présidé par Christine Guillemy, travaillait à un partenariat avec Vosgelis. Le bailleur ne s'en était pas caché. « On sentait venir une loi comme la loi Élan\* depuis trois ans. De plus, nous avions des problématiques particulières à Chaumont avec un parc de logements vieillissants et qui ne correspondait plus aux besoins des locataires. Le programme Anru (Agence nationale pour la rénovation ur-

baine), ça a un coût ». Il fallait trouver des solutions pour faire de Chaumont habitat « une entreprise ». Pas question pour l'élue de mettre l'office sous la tutelle de la Caisse de garantie du logement locatif social. Selon elle, cela aurait coûté à l'agglo de Chaumont 3 à 4 millions d'euros et les prix des loyers auraient progressé, tout ça « pour vivre ». La fusion était plus pertinente. « On a eu une réunion en octobre 2017 avec les autres offices du département qui n'en ont pas voulu ». Vosgelis, une structure de taille moyenne comme Chaumont, a donc depuis retenu son intérêt même si Christine Guillemy souhaite participer à l'étude lancée par Nicolas Lacroix.

## SAUVER CHAUMONT, UN BÉNÉFICE POUR LE DÉPARTEMENT

Sur le sujet de l'économie, la formation et les transports, Christine Guillemy ne veut pas avoir à rougir de son alliance avec Troyes. « Saint-Dizier et Chaumont ne travaillent pas ensemble. D'ailleurs, Saint-Dizier se tourne vers Vitry-le-François et Bar-le-Duc, plus proches et c'est tout à fait logique ». Avec le pôle métropolitain, Christine Guillemy espère régler les problèmes sur la ligne 4 et assurer les dessertes SNCF. Elle veut aussi encore renforcer la formation en enseignement supérieur notamment avec l'Université technologique de Troyes qui a une antenne à Nogent. « On pourrait même envisager de faire venir des Parisiens

à l'UTT grâce à ce partenariat ». Elle assure enfin que Bar-sur-Aube, Nogent-sur-Seine et Romilly-sur-Seine pensent à rejoindre le pôle métropolitain. C'est dire l'intérêt de ces alliances. « On a certainement été en retard sur ce plan dans l'ex-Champagne-Ardenne quand je vois ce qui se fait en Lorraine ».

Sur le sujet de la santé, c'est contrainte par la situation de l'hôpital de Chaumont que Christine Guillemy a fait le choix de regarder vers la Bourgogne, cette fois. « L'hôpital de Chaumont est en difficulté. Il nous fallait pouvoir nous appuyer sur un CHU si on voulait faire venir des professeurs et des spécialistes ici. » Et sur les 40 % de taux de fuite de l'établissement chaumontais, 30 % des patients vont à Dijon. Le choix s'est donc fait tout naturellement. Enfin, à la question de savoir si la commune préfecture, aux confins de toutes ces plus grandes villes, ne se sent pas tirillée, Christine Guillemy répond : « Peut-être mais qu'est ce qu'on peut faire? Attendre que Chaumont perde encore des habitants? Aujourd'hui, notre monde n'est plus géographique. Il faut que Chaumont s'en sorte, c'est dans l'intérêt du département, en particulier des communes rurales aux alentours. »

Orianne Roger

## A savoir

La loi Élan voulue par le gouvernement obligerait les bailleurs sociaux gérant moins de 15000 logements à se regrouper avec d'autres dès 2021.

## Pont de Luzy: les habitants n'en peuvent plus d'attendre

La nouvelle date butoir pour la réouverture a été fixée au 15 octobre. La population locale a du mal à y croire encore.

### LUZY-SUR-MARNE

« Ça suffit ». « Le pont de Luzy doit ouvrir ». En arrivant à Verbiesles sur l'étroite route non goudronnée, les pancartes posées aux entrées de certains champs sont la première chose que l'on voit. Les habitants interrogés alternent entre le désespoir et l'exaspération. « Honnêtement, ça recule sans cesse... Ça fait trois ans que l'on nous assure que les travaux seront bientôt terminés, c'est peut-être la sixième ou septième fois que j'entends cela », déplore Damien, habitant de Luzy. Olivier Jauvain, originaire de Foulain, rénove une maison sur la commune. La déviation l'oblige à faire un détour de plusieurs kilomètres. « On est habitués maintenant. Il ne nous reste plus qu'à espérer », soupire-t-il.

### DOMMAGES COLLATÉRAUX

Parmi les griefs invoqués au gré des rencontres, on peut noter la chaussée dégradée, les maisons rabotées par le passage de véhicules trop larges ou la circulation accrue à Verbiesles. Le « roman » du pont impacte ainsi directement la qualité de vie dans les deux communes. Elsa et Hervé Guider, qui se sont justement installés à Luzy pour son « cadre de vie », confient avoir peur pour la sécurité de leur enfant



La famille Guider ne veut pas continuer à subir le coût de la fermeture du pont.

si la situation ne change pas. Si aucun accident grave n'a encore eu lieu, cela n'a pas empêché quelques « prises de tête ». Patricia Beurret, qui vit lui aussi à Luzy, explique qu'en effet, pour passer le pont à Verbiesles, un seul véhicule peut s'engager à la fois et que la visibilité est faible. Il propose l'abaissement du pont durant les heures creuses, ce qui empêcherait le passage des péniches. « Cela fait presque quatre ans qu'on attend, elles peuvent bien attendre trois mois. On a subi, maintenant, on en a ras-le-bol », déclare-t-il avec colère. Ils sont cependant nombreux à avouer leur impuissance, malgré la mobilisation générale.

Loup Bresson

## Quelques précisions concernant l'organisation de Vie et lumière

### SEMOUTIERS

La préfète, Françoise Souliman, fait le point sur les mesures prises pour l'événement. Une convention a été signée avec le pasteur responsable du mouvement le 24 juillet. Elle précise que vingt personnes seront chargées au quotidien du nettoyage dans les villages et que l'ensemble des dommages causés seront constatés et indemnisés. Un arrêté préfectoral courant jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre interdira le démarchage dans toute la zone concernée. Dix motocyclistes de la gendarmerie et six de la police seront chargés de fluidifier la circulation lors des arrivées et des départs. La signalisation aura pour but de canaliser les pèlerins vers l'autoroute.

La préfète se veut rassurante : « Toutes les demandes émises par les élus ont été prises en compte. Les moyens commenceront à être déployés dès le 27 juillet avec une montée en puissance progressive ». Le dispositif comprendra des forces additives à celles opérant habituellement, entre autres trois escadrons de gendarmes mobiles, un hélicoptère, et une escouade de la garde Républicaine dont six cavaliers. Des renforts médicaux sont également prévus sur le site et aux urgences de Chaumont. Un contact quotidien sera établi avec les commerçants pour pouvoir réagir aux problèmes éventuels. Le Conseil départemental a reçu le 20 juillet le courrier confirmant que le rassemblement sera le dernier en Haute-Marne.

**COIFFY LE HAUT** A 5 km de Bourbonne

**LE 29 JUILLET**

## Marché artisanal, produits de terroir

RESTAURATION sur place, (réservation conseillée)

Animation musicale

de 10h à 19h

**PORTES OUVERTES DES CAVES**  
dès le samedi 28 juillet

Pour tout renseignement :  
PELLETIER Florence  
Tél. : 03 25 90 21 12  
SCEA les Côteaux de Coiffy  
Tél. : 03 25 84 80 12